

**DECRET N°2017- 0214 /PRES/PM/MAAH/
MINEFID/MATDSI/MUH/MRAH/MEEVCC/MJ
portant adoption de la feuille de route pour la
généralisation de l'application des textes relatifs
au régime foncier rural. (à titre de régularisation)**

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VISAE n° 00140


- VU la Constitution ;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n° 2016-0075/PRES/PM du 20 février 2017 portant remaniement du Gouvernement ;
- VU le décret n° 2016-006/PRES/PM/SGG-CM du 06 février 2016 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU le décret n° 2016-293/PRES/PM/MAAH du 28 avril 2016 portant organisation du Ministère de l'agriculture et des aménagements hydrauliques ;
- VU la loi n° 034-2002/AN du 14 novembre 2002 portant loi d'orientation relative au pastoralisme au Burkina Faso ;
- VU la loi n° 055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales et ensemble ses modificatifs ;
- VU la loi n° 034-2009/AN du 16 Juin 2009 portant régime foncier rural ;
- VU la loi n° 003-2011/AN du 05 avril 2011 portant code forestier au Burkina Faso ;
- VU la loi n° 034/2012/AN du 02 juillet 2012 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso ;
- VU la loi n° 006-2013/AN du 02 avril 2013 portant code de l'environnement au Burkina Faso ;
- VU le décret n° 2007- 610/PRES/PM/MAHRH du 04 octobre 2007 portant adoption de la politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural ;
- VU le décret n° 2012-981/PRES/PM/MAH/MEF/MATDS du 13 décembre 2012 portant adoption du Plan d'action de mise en œuvre de la politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural et de la loi portant régime foncier rural.
- VU le décret n° 2016-293/PRES/PM/MAAH du 28 avril 2016 portant organisation du Ministère de l'agriculture et des aménagements hydrauliques ;
- SUR** rapport du Ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques ;
- Le** Conseil des ministres entendu en sa séance du 15 octobre 2014 ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est adopté la feuille de route pour la généralisation de l'application des textes relatifs au régime foncier rural dont le texte du plan quinquennal 2015-2019 est joint en annexe au présent décret.

ARTICLE 2 : Le Ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique, le Ministre de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, Garde des Sceaux, le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques, le Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 19 avril 2017



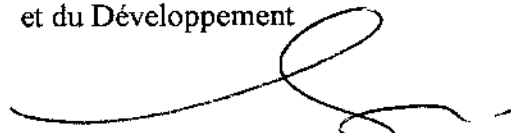
Roch Marc Christian KABORE

Le Premier Ministre



Paul Kaba THIEBA

Le Ministre de l'Economie, des Finances
et du Développement



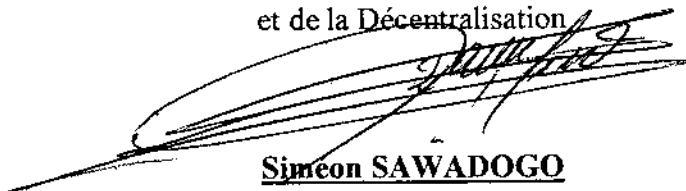
Hadizatou Rosine COULIBALY née SORI

Le Ministre de l'Agriculture et des
Aménagements Hydrauliques



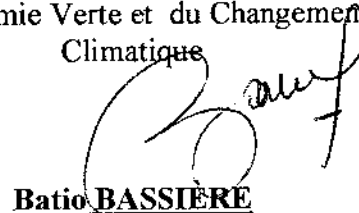
Jacob QUEDRAOGO

Le Ministre de l'Administration Territoriale
et de la Décentralisation



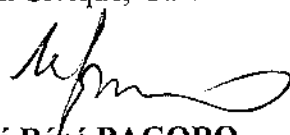
Simeon SAWADOGO

Le Ministre de l'Environnement, de
l'Economie Verte et du Changement
Climatique



Batio BASSIERE

Le Ministre de la Justice, des Droits Humains
et de la Promotion Civique, Garde des Sceaux



Bessolé René BAGORO

Le Ministre des Ressources Animales
et Halieutiques



Sommanogo KOUTOU

Le Ministre de l'Urbanisme
et de l'Habitat



Maurice Dieudonné BONANET

**FEUILLE DE ROUTE POUR LA
GENERALISATION DE
L'APPLICATION DES TEXTES
RELATIFS AU REGIME FONCIER
RURAL**

Adopté par le Conseil des Ministres en sa séance du 15 octobre 2014

Octobre 2014

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ABREVIATIONS	3
INTRODUCTION	4
I. ETAT DES LIEUX DE L'APPLICATION DES TEXTES SUR LE FONCIER RURAL.....	5
II. LES DEFIS MAJEURS.....	6
III. METHODOLOGIE D'ELABORATION DE LA FEUILLE DE ROUTE.....	6
IV. LE PLAN D'ACTION QUINQUENNAL 2015 - 2019.....	8
a. Le cadre logique.....	11
b. Programmation des activités	26
V. LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE.....	40
VI. STRATEGIE DE LA MISE EN ŒUVRE	42
a. Les principes de mise en œuvre.....	42
b. Les acteurs de la mise en œuvre.....	43
c. Le dispositif institutionnel de suivi-évaluation	43
CONCLUSION.....	44

SIGLES ET ABREVIATIONS

ADP	: Assemblée des Députés du peuple
AN	: Assemblée Nationale
APFR	: Attestation de Possession Foncière Rurale
ASFR	: Agent des Services Fonciers Ruraux
BD	: Bureau Domanial
CCFV	: Commission De Conciliation Foncière Villageoise
CFV	: Commission Foncière Villageoise
CRA	: Chambre Régionale d'Agriculture
CTR	: Comité Technique Régional
CVD	: Conseil Villageois de Développement
DGFOMR	: Direction Générale du Foncier de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural
FAJO	: Groupement de bureaux composé de Fit Conseil, ATEEF, Jade Productions et ODEC
GPOT	: Gestion Participative de l'Utilisation des terres
MASA	: Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire
MATD	: Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation
MATS	: Ministère de l'administration Territoriale et de la Sécurité
MCA-BF	: Millennium Challenge Account Burkina Faso
MCC	: Millenium Challenge Corporation
MEDD	: Ministère de l'environnement et du Développement Durable
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances
MJ	: Ministère de la Justice
MRA	: Ministère des Ressources Animales
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OP	: Organisation Paysanne
PM	: Premier ministre
PNGT2-III	: Programme National de Gestion des Terroirs
PSF-MCA	: Projet Sécurisation Foncière du MCA
PV	: Procès-Verbal
SCADD	: Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SFR	: Service Foncier Rural
TD	: Tribunal Départemental
TGI	: Tribunal de Grande Instance

INTRODUCTION

Le Burkina Faso a adopté le 16 juin 2009, la loi n°034-2009 portant régime foncier rural. Cette loi est une traduction normative des réformes inscrites dans la Politique Nationale de Sécurisation Foncière en Milieu Rural (PNSFMR) adoptée par décret en 2007. Elle a permis de définir le cadre juridique et institutionnel de la gestion et d'accès à la terre dans les communes rurales et les villages rattachés aux communes urbaines.

Depuis l'adoption de la loi, plusieurs expériences de son application ont été menées sur ressources propres de l'État et dans le cadre des projets et programmes, notamment le Projet de Sécurisation Foncière du Millennium Challenge Account (PSF/MCA-BF).

Courant l'année 2014, plusieurs initiatives ont permis d'évaluer l'application de la loi n° 034-2009 et de disposer d'un état des lieux. Les résultats des différents travaux sont consignés dans les principaux rapports suivants :

- le rapport de l'étude de l'état des lieux d'application de la loi n°034-2009, validé par le comité de suivi le 20 juin 2014 ;
- le rapport du Cadre d'Analyse de la Gouvernance Foncière (CAGF) qui a évalué et noté en matière de gouvernance foncière le Burkina Faso, et qui a été validé par l'atelier national du 16 juin 2014 ;
- les résultats des travaux de l'atelier national de capitalisation des acquis du PSF/ MCA-BF organisé à Ouagadougou les 08 et 09 juillet 2014 suite à 5 ateliers régionaux.

Sur la base de ces documents, la MASA a présenté le 23 juillet 2014 en Conseil des Ministres, un rapport présentant les acquis, les difficultés mais également les recommandations en vue de la consolidation, la pérennisation et la duplication des acquis dans toutes les communes du Burkina.

Suite aux instructions du Conseil des Ministres, Son Excellence Monsieur le Premier Ministre par lettre 2014-1799 du 04 août 2014, a instruit le MASA de constituer un comité interministériel d'élaboration d'une feuille de route permettant de passer à la phase opérationnelle dans toutes les communes.

Ainsi, par arrêté N°093/MASA/CAB du 29 août 2014, un comité a été mis en place et a regroupé douze (12) ministères, l'Association des Municipalités du Burkina Faso (AMBF), la Chambre Nationale d'Agriculture (CNA), la Confédération Paysanne du Faso (CPF), les Organisations de la Société Civile (OSC), le privé et des personnes ressources.

Le comité, ainsi constitué a défini une stratégie et un plan d'action en se fondant sur les recommandations contenues dans les différents rapports d'études sur l'état des lieux.

I. ETAT DES LIEUX DE L'APPLICATION DES TEXTES SUR LE FONCIER RURAL

Depuis l'adoption des textes sur le foncier rural, quarante-sept (47) communes ont bénéficié de l'appui du Projet de Sécurisation Foncière du MCA-BF pour son application effective sur le terrain. Cette expérience a produit des résultats performants qui se sont concrétisés entre autres par :

- la réception dans les différentes communes de 12 887 demandes d'Attestations de Possession Foncière Rurale (APFR) dont 1989 émanant des femmes ;
- l'établissement de 2385 procès-verbaux de constatations de possession foncière ;
- la signature par les maires de 332 APFR ;
- la délivrance des APFR à 260 producteurs dont 11 femmes.

Outre ces acquis, les performances s'observent également au niveau du renforcement du cadre législatif et réglementaire sur le foncier, la disponibilité des outils pédagogiques et d'application des textes, l'amélioration des stratégies et des actions en matière de communication et de sensibilisation, le renforcement des capacités opérationnelles des acteurs locaux des communes bénéficiaires.

Des études d'évaluation et de capitalisation ont été faites sur les actions menées et ont permis d'en tirer quelques leçons. Ces études et rapports ont porté sur :

- l'état des lieux de l'application des textes sur le foncier rural ;
- le cadre d'analyse de la gouvernance foncière au Burkina Faso ;
- la capitalisation de la mise en œuvre du projet de sécurisation foncière du MCA-BF ;
- etc.

Ces documents ont permis de mettre en exergue des avancées significatives en matière de gouvernance foncière. Ils ont également révélé des insuffisances et faiblesses dans l'application effective des textes relatifs au foncier rural sur les plans législatif et réglementaire, institutionnel et opérationnel. Il s'agit notamment de :

- l'inachèvement juridique caractérisé par l'absence de certains textes d'application ;

- l'absence de certains outils pour une application efficiente de la loi ;
- l'insuffisance de coordination de l'ensemble des intervenants ;
- la faible capacité institutionnelle des communes.

Des réponses appropriées à ces différentes contraintes permettront de consolider les acquis et de faciliter la généralisation de l'application de la loi.

II. LES DEFIS MAJEURS

L'application généralisée des textes relatifs au régime foncier rural pose les défis majeurs suivants :

- mettre en place les structures et instances locales de gestion foncière sur l'ensemble du territoire national ;
- assurer la fonctionnalité et la pérennité des structures et instances locales de gestion foncière sur l'ensemble du territoire national ;
- améliorer l'appropriation des textes par les acteurs fonciers et renforcer leur participation au processus ;
- formaliser les droits fonciers de l'ensemble des acteurs (Etat, collectivités territoriales et particuliers) ;
- faciliter l'accès des femmes et groupes vulnérables à la terre et sécuriser leurs droits ;
- harmoniser les interventions des acteurs sur le terrain en matière foncière.

III. METHODOLOGIE D'ELABORATION DE LA FEUILLE DE ROUTE

Conformément aux instructions de son Excellence Monsieur le Premier Ministre à travers la lettre n°2014/1799 du 04 août 2014, la présente feuille de route a été élaborée par un comité comprenant les départements ministériels concernés par le foncier rural. Ce comité, mis en place par arrêté N°093/MASA/CAB du 29 août 2014 se composait des structures suivantes :

- le Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire (MASA) ;
- le Ministère de l'Economie et Finances (MEF) ;
- le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation (MATD) ;
- le Ministère de la Justice (MJ) ;
- le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) ;

- le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MRAH) ;
- le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme (MHU);
- le Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre(MPFG) ;
- le Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement (MEAHA) ;
- le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité (MATS) ;
- le Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports(MIDT) ;
- le Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique (MDHPC) ;
- le Projet de Sécurisation Foncière du Millénium Challenge Account (PSF/MCA-BF) ;
- le Programme de Renforcement de la Gouvernance Locale (PRGLA) ;
- l'Association des Municipalités du Burkina Faso (AMBF) ;
- la Chambre Nationale d'Agriculture (CNA) ;
- la Confédération Paysanne du Faso (CPF) ;
- l'Observatoire National du Foncier (ONF) ;
- l'Association des Femmes Juristes ;
- l'Ordre National des Géomètres ;
- des personnes ressources.

Le comité a tenu une première session de travail du 1^{er} au 05 septembre 2014 qui a abouti à l'élaboration d'un projet de feuille de route. Ce projet a été ensuite finalisé par un comité restreint. Les documents qui ont servi à l'élaboration de cette feuille de route sont entre autres :

- le rapport de l'étude de l'état des lieux de l'application de la loi portant régime foncier rural validé par le comité de suivi le 20 juin 2014 ;
- le rapport du cadre d'analyse de la gouvernance foncière validé par un atelier national le 16 juin 2014 ;
- le rapport de l'atelier de capitalisation des acquis du projet sécurisation foncière du MCA tenu les 08 et 09 juillet 2014 ;
- le plan d'action de mise en œuvre de la politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural et de la loi portant régime foncier rural adopté en Conseil des Ministres, le 13 décembre 2012;

- les rapports bilans des différents ministères pour la mise en œuvre de la loi.

Afin de disposer d'un plan d'action opérationnel, le comité a priorisé des actions en tenant compte des critères suivants :

- les activités ciblées contribuent prioritairement à la généralisation de l'application des textes relatifs au foncier ;
- les activités sont réalisables dans un délai de cinq (05) ans ;
- les coûts de réalisation des activités sont raisonnables.

En outre, certaines actions ont été identifiées comme des mesures d'accompagnement nécessaires à l'atteinte des objectifs définis par le plan d'action.

IV. LE PLAN D'ACTION QUINQUENNAL 2015 - 2019

Le plan d'action s'articule autour de neuf (09) axes stratégiques, quatorze (14) objectifs opérationnels et dix-neuf (19) résultats attendus. Sur la base des résultats attendus, les éléments suivants ont été définis dans un cadre logique :

- les activités prioritaires au nombre de soixante (60) ainsi que des sous-activités ou tâches ;
- les indicateurs de résultat ;
- les sources de vérification ;
- les hypothèses ;
- les structures responsables ;
- les structures partenaires.

L'ensemble des activités dont le coût de réalisation s'élève à dix huit milliards trois cent seize millions cinq mille cent soixante sept (18 316 005 167) francs ont fait l'objet d'une planification et programmation quinquennale. Les neuf (9) principaux axes retenus se présentent ainsi qu'il suit :

- **Axe stratégique 1** : Amélioration du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance foncière.

Cet axe permettra de disposer d'un cadre juridique complet par l'adoption de nouveaux textes complémentaires notamment pour la mise en place de l'Agence Nationale des Terres Rurales (ANTR) et le Fonds National de Sécurisation Foncière (FNSF).

- **Axe stratégique 2 :** Poursuite de la communication et la sensibilisation sur les textes du foncier rural.

Il s'agit d'intensifier la sensibilisation des acteurs locaux sur les enjeux liés à l'application des textes sur le foncier rural.

- **Axe stratégique 3 :** Prise en compte du genre dans la gouvernance foncière.

Il vise les actions spécifiques suivantes :

- Sensibiliser les femmes, les autorités coutumières et les propriétaires terriens sur les enjeux liés à la prise en compte du genre dans la gouvernance foncière en milieu rural ;
- Prendre des mesures d'accompagnement au profit des femmes demandeuses d'APFR.

- **Axe stratégique 4 :** Poursuite de la mise en place des structures et instances de gestion foncière.

L'objectif visé par cet axe est de mettre en place dans chaque commune, des Services Fonciers Ruraux ou Bureaux Domaniaux (SFR/BD), de Commissions Foncières Villageoises (CFV) et de Commissions de Conciliation Foncière Villageoises (CCFV) fonctionnels.

- **Axe stratégique 5 :** Renforcement des capacités des acteurs et institutions de gestion foncière.

Les objectifs de cet axe visent l'opérationnalisation des structures locales de gestion foncière, l'amélioration des capacités opérationnelles des services techniques et des collectivités territoriales.

- **Axe stratégique 6 :** Aménagement du territoire

Il vise la mise en place des structures et des instruments d'aménagement et de développement durable du territoire au niveau national, régional, provincial et communal et le renforcement des capacités de ces structures au niveau national et régional.

- **Axe stratégique 7 :** Appui à la formalisation des droits fonciers ruraux de l'ensemble des acteurs.

Il s'agit en l'espèce de promouvoir la délivrance des titres sur le foncier en milieu rural et d'amorcer l'immatriculation des terres aménagées de l'Etat.

- **Axe stratégique 8** : Renforcement de la gestion participative du foncier et des autres ressources naturelles au niveau local.
Il permettra d'entreprendre l'élaboration des chartes foncières locales pour faciliter l'application des textes relatifs au foncier rural.
- **Axe stratégique 9** : Suivi-évaluation des performances de la feuille de route.
Il vise à assurer le suivi-évaluation de la feuille de route et de consolider les acquis du projet de sécurisation foncière dans les 47 communes d'intervention du MCA.

Les axes stratégiques et objectifs opérationnels sont consignés et précisés dans un cadre logique. Cependant, leur mise en œuvre efficiente nécessite des mesures d'accompagnement.

a. Le cadre logique

Résultats attendus	Activités prioritaires (et tâches)	Indicateur de résultat	Source de vérification	Hypothèses	Structure responsable	Structures partenaires
AXE 1 : Amélioration du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance foncière						
Objectif opérationnel 1.1 : disposer d'un cadre juridique complet						
1.1.1 Les textes d'application complémentaires sont disponibles	1.1.1.1 Opérationnaliser la commission interministérielle de contrôle et de l'évaluation des opérations foncières et domaniales <ul style="list-style-type: none"> - <i>Elaborer le projet de décret portant nomination des membres de la commission interministérielle ;</i> - <i>Faire un rapport en Conseil des ministres pour l'adoption du décret</i> - <i>Installer les membres</i> 1.1.1.2 Elaborer et faire adopter les textes de l'Agence Nationale des Terres Rurales (ANTR) ; <ul style="list-style-type: none"> - <i>Faire l'étude de faisabilité (cf loi sur EPA)</i> - <i>Elaborer les statuts et règlement intérieur de l'ANTR ;</i> - <i>Elaborer un projet de décret d'adoption des statuts et règlement intérieur de l'ANTR ;</i> - <i>Elaborer un rapport en Conseil des ministres pour l'approbation des textes relatifs à l'ANTR</i> - <i>Installer les membres</i> 1.1.1.3 Elaborer et faire adopter les textes du Fonds national de sécurisation foncière en milieu rural (FNSFMR) <ul style="list-style-type: none"> - <i>Réaliser l'étude de faisabilité du FNSFMR ;</i> - <i>Elaborer les statuts et règlement intérieur du FNSFMR ;</i> - <i>Elaborer un projet de décret d'adoption des statuts et règlement intérieur du FNSFMR ;</i> - <i>Elaborer un rapport en Conseil des ministres pour l'approbation des textes</i> 	Le décret est disponible 				

Résultats attendus	Activités prioritaires (et tâches)	Indicateur de résultat	Source de vérification	Hypothèses	Structure responsable	Structures partenaires
1.1.2 Les textes législatifs et réglementaires relatifs au foncier	relatifs au FNSFMR - Installer les membres					
	1.1.1.4 Elaborer et faire adopter les textes relatifs au statut des agents des services fonciers communaux (SFR/BD) - Elaborer le statut des agents des services fonciers communaux (SFR/BD); - Organiser un atelier de validation les projets textes - Elaborer un projet de décret d'adoption des statuts des agents des services fonciers communaux (SFR/BD); - Elaborer un rapport en Conseil des ministres pour l'approbation des textes	Les décrets portant statut des agents des services fonciers communaux (SFR/BD)	Les décrets portant statut des agents des services fonciers communaux (SFR/BD), Journal Officiel		DGFPT/ MATD	MFPTSS, MEF, AMBF, etc.
	1.1.1.5 Elaborer et faire adopter une loi sur le règlement des conflits fonciers pour permettre aux juridictions de trancher sans les PV de non conciliation pour une période transitoire de deux (02) ans - Elaborer l'avant-projet de loi sur le règlement des conflits fonciers; - Faire un rapport en Conseil des ministres pour l'adoption du projet de loi - Faire un exposé de motif pour l'adoption de la loi à l'Assemblée Nationale	La loi sur le règlement des conflits fonciers et son décret de promulgation	La loi sur le règlement des conflits fonciers, JO		DGAJJ/MJ	MATD, MASA, MEAHA, MRAH, MATS, MEDD, MPFG, AMBF, ARBF, AFJ/BF, CPF, MDHPC DGI/MEF
	1.1.1.6 Elaborer un recueil des textes relatifs au foncier et la gestion des ressources naturelles pour les acteurs judiciaires	Le recueil des textes relatifs au foncier et la gestion des ressources naturelles	Le recueil des textes		DGAJJ/MJ	MATD, MEAHA, MRAH, MATS, MEDD, MPFG, AMBF, ARBF, AFJ/BF, CPF, MDHPC DGI/MEF
	1.1.2.1 Relire la loi portant organisation judiciaire pour prendre en compte la conciliation - Elaborer l'avant-projet de loi portant	La loi portant modification de l'organisation judiciaire et son	La loi portant organisation judiciaire, JO		DGAJJ/MJ	MATD, MASA, MEAHA, MRAH, MATS, MEDD, MPFG, AMBF, ARBF, AFJ/BF,

Résultats attendus	Activités prioritaires (et tâches)	Indicateur de résultat	Source de vérification	Hypothèses	Structure responsable	Structures partenaires
rural sont relus et adoptés	<ul style="list-style-type: none"> modification de l'organisation judiciaire; - Faire un rapport en Conseil des ministres pour l'adoption du projet de loi - Faire un exposé de motif pour l'adoption de la loi à l'Assemblée Nationale 	Décret de promulgation				CPF, MDHPC DGI/MEF, etc.
	1.1.2.2 Relire le code de procédure civile pour prendre en compte la saisine du TGI par simple requête en matière de règlement des conflits fonciers ruraux <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer l'avant-projet de loi portant modification du code de procédure civile; - Faire un rapport en Conseil des ministres pour l'adoption du projet de loi - Faire un exposé de motif pour l'adoption de la loi à l'Assemblée Nationale 	La loi portant modification du code de procédure civile et son décret de promulgation	La loi portant code de procédure civile, JO		DGAJJ/MJ	MATD, MASA, MEAHA, MRAH, MATS, MEDD, MPFG, AMBF, ARBF, AFJ/BF, CPF, MDHPC DGI/MEF, etc.
	1.1.2.3 Relire l'organigramme type des communes pour intégrer la gestion foncière <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer un projet d'arrêté portant modification de l'organigramme type des communes; - Soumettre à la signature des ministres 	L'arrêté portant modification de l'organigramme type des communes	L'arrêté portant l'organigramme type des communes, JO		DGD/MATD	MHU, MASA, MEAHA, MRAH, MJ, MATS, MEDD, MPFG, MEF AMBF, ARBF, AFJ/BF, CNA, PTF,
AXE 2: Poursuite de la communication et la sensibilisation sur les textes du foncier rural						
Objectif opérationnel 2.1 : sensibiliser les acteurs locaux sur les enjeux liés à l'application des textes sur le foncier rural						
2.1.1 Les publics cibles sont sensibilisés aux enjeux de l'application de la loi et adhèrent au processus	2.1.1.1 Actualiser le plan de communication <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer des termes de références ; - Recruter 01 consultant ; - Mettre en place un comité (F/H) de suivi de l'élaboration du plan - Organiser un atelier national (F/H) de validation du plan 	Plan de communication disponible	Rapport produit		MASA	MEF, MPFG, MRAH, MATD, MATS, MJ, MAH, MEDD, MDHPC, MC, MEAHA, CNA, CPF, OSC, PTF
	2.1.1.2 Mettre en œuvre le plan de communication	Nombre de personnes	Rapport de la structure		MASA	MEF, MPFG, MRAH, MATD, MATS, MJ,

Résultats attendus	Activités prioritaires (et tâches)	Indicateur de résultat	Source de vérification	Hypothèses	Structure responsable	Structures partenaires
		touchées (F/H)	responsable			MAH, MEDD, MDHPC, MC, MEAHA, CNA, CPF, OSC, PTF
	2.1.1.3 Organiser 500 tribunes d'expression villageoises	- Nombre de tribunes organisées - Nombre de personnes (F/H) touchées	- Rapports d'activités		MASA	
	2.1.1.4 Organiser 227 ¹ théâtres forums sur les textes du foncier rural - Elaborer des TDR - Recruter des troupes théâtrales - Réaliser les théâtres forums	Nombre de théâtres forums organisés	Rapport de la structure responsable		MASA	MEF, MPFG, MRAH, MATD, MATS, MJ, MAH, MEDD, MDHPC, MC, MEAHA, CNA, CPF, OSC, PTF
	2.1.1.5 Diffuser 210 émissions radio sur les textes fonciers ruraux et les décisions de justice relatives au foncier - Elaborer des TDR - Signer des protocoles avec une agence de communication - Produire 70 émissions (07 émissions thématiques dans 10 langues locales) - Diffuser 03 fois les 70 émissions	Nombre d'émissions radio organisées	Rapport de la structure responsable		MASA	MEF, MPFG, MRAH, MATD, MATS, MJ, MAH, MEDD, MDHPC, MC, MEAHA, CNA, CPF, OSC, PTF
	2.1.1.6 Organiser une formation en plaidoyers pour la prise en compte du genre dans la gouvernance foncière au profit de 13 équipes régionales (60 personnes) - Elaborer des TDR - Elaborer les modules de formation - Organiser une session de formation	- Nombre de participants formés - Session de formation organisée	Rapport de l'atelier		MPFG	MASA, MATD CPF, OSC, PTF
	2.1.1.7 Organiser 304 ² rencontres de plaidoyers en direction des leaders locaux	- Nombre de rencontres de	Rapport de la structure		MASA	MPFG, MEF, MRAH, MATD, MATS, MJ,

¹ Dans 109 109 communes (hors MCA, NEER TAMBA, PACOF et PNGT)

Résultats attendus	Activités prioritaires (et tâches)	Indicateur de résultat	Source de vérification	Hypothèses	Structure responsable	Structures partenaires
	d'opinion pour la prise en compte du genre dans la gouvernance foncière	plaidoyer tenues - Nombre de personnes touchées	responsable			MAH, MEDD, MDHPC, MC, MEAHA, CNA, CPF, OSC, PTF
Axe 3 : Prise en compte du genre dans la gouvernance foncière						
Objectif opérationnel 3.1 : Sensibiliser les femmes, les autorités coutumières et les propriétaires terriens sur les enjeux liés à la prise en compte du genre dans la gouvernance foncière en milieu rural						
3.1.1 Les acteurs ont pris conscience des enjeux liés à l'accès de la femme à la sécurisation foncière et adhèrent au processus	3.1.1.1 Organiser 13 sessions de formations des formateurs au niveau régional	- Nombre de sessions de formation réalisées - Nombre de participants	Rapports des sessions de formation		MPFG	MASA, ONF, communes
	3.1.1.2 Organiser 702 sessions de formations spécifiques aux femmes membres des structures locales de gestion foncières, dans toutes les communes - <i>Elaborer des TDR</i> - <i>Elaborer les modules de formation</i> - <i>Organiser une session de formation</i>	- Nombre de sessions de formation organisées - Nombre de femmes touchées	Rapports des sessions de formation		MPFG	MASA, ONF, communes
	3.1.1.3 Appuyer l'organisation de sessions de restitution des contenus des formations spécifiques aux acteurs villageois dans de 7577 villages ³ - <i>Signer des protocoles avec les communes</i>	- Nombre de sessions de restitution organisées - Nombre d'acteurs touchés par les sessions de restitution	Rapports des sessions de restitution	Accessibilité financière des APFR pour les femmes		

² Hors communes MCA

³ Hors villages des communes MCA au nombre de 1198

Résultats attendus	Activités prioritaires (et tâches)	Indicateur de résultat	Source de vérification	Hypothèses	Structure responsable	Structures partenaires
Objectif opérationnel 3.2 : Prendre des mesures d'accompagnement au profit des femmes demandeuses d'APFR						
3.2.1 Les femmes sont motivées pour la demande d'APFR	3.2.1.1 Organiser une rencontre de plaidoyer auprès de l'AMBF pour la délivrance d'actes d'états civils au profit des femmes demandeuses d'APFR Préparer un document de plaidoyer - Tenir la rencontre de plaidoyer	- Nombre de plaidoyers faits - Nombre d'actes d'état civils délivrés	Rapport des plaidoyers		MPFG	MASA, ONF
	3.2.1.2 Mener un plaidoyer auprès du FAARF, le FBDES et des autres institutions financières pour le financement de projets à partir d'APFR des femmes - Préparer un document de plaidoyer - Tenir la rencontre de plaidoyer	- Nombre de rencontres de plaidoyer organisées - Nombre d'institutions financières touchées	Comptes rendus des rencontres de plaidoyers			
AXE 4 : Poursuite de la mise en place des structures et instances de gestion foncière						
Objectif opérationnel 4.1 : Disposer d'institutions fonctionnelles de mise en œuvre de la loi						
4.1.1 Les structures locales de gestion foncière sont mises en place	4.1.1.1 Mettre à la disposition des communes un plan de recrutement des agents SFR/BD Elaborer le plan de recrutement Organiser un atelier de validation Mettre à la disposition des communes	Le plan de recrutement des agents SFR/BD	- Le courrier arrivé des mairies, - Les archives de la commune, - Le bordereau de transmission		DGFPT/MATD	MFPTSS, MEF, MASA MATS, MPFG, AMBF, ARBF, AFJ/BF, etc.
	4.1.1.2 Organiser le processus de recrutement des agents SFR/BD	Nombre d'agents recrutés par commune	- Le PV de recrutement ; - L'arrêté de nomination		DGFPT/MATD	MASA MATD, MFPTSS, MEF, MATS, MPFG, AMBF, CPF, etc.
	4.1.1.3 Organiser des ateliers communaux d'information et de formation sur la mise en place des structures locales de gestion foncière (SFR/BD, CFV, CCFV)	Nombre de personnes formées Nombre de communes couvertes	- Les rapports des ateliers communaux ; - Liste des participants		DGFOMR/MAS A	MATD, MEF, MHU, MRAH, MJ, MATS, MEDD, MPFG, AMBF, AFJ/BF, CPF, CNA, PTF, etc.
	4.1.1.4 Mettre en place les CFV et CCFV dans	Nombre de CFV	- Arrêté de	Existence	Conseil	Préfet, CVD, les

Résultats attendus	Activités prioritaires (et tâches)	Indicateur de résultat	Source de vérification	Hypothèses	Structure responsable	Structures partenaires
	les villages - Informer les maires par lettre circulaire pour la prise de mesure budgétaire en vue des fournées d'installation des CFV et CCFV - Informer les préfets de département sur l'installation des CCFV - Procéder à la mise en place des structures	Nombre de CCFV	nomination des membres ; - PV d'installation	de cohésion sociale	municipal	services techniques déconcentrés, CRA, CPF, organisations de la société civile.
AXE 5 : Renforcement des capacités des acteurs et institutions de gestion foncière						
Objectif opérationnel 5.1 : Opérationnaliser les structures locales de gestion foncière						
5.1.1 8 775 Commissions Foncières Villageoises e sont opérationnalisées	5.1.1.1 Former les Commissions Foncières Villageoises sur (les textes fonciers, procédure de gestion foncière, leurs rôles et attributions fonciers, rédaction et remplissage des PV, registres). - Elaborer des termes de références ; - actualiser et imprimer les modules de formation - Organiser la formation initiale ; - Organiser une formation de recyclage (secrétaires des CFV)	- % de CFV formées - nombre de membres (H/F) formés	Rapport d'activités de la structure responsable		Conseil municipal	MATD, MEF, MASA, MEDD, MRAH, MJ Projet et programs
	5.1.1.2 Doter les Commissions Foncières Villageoises d'un kit minimum cantines, registres, imprimés, tables, chaises, bics, cahiers chemises, sacs) - Elaborer les DAO - Sélectionner des fournisseurs - Réceptionner - Mettre à la disposition des CFV	% de CFV équipées	- PV de réception - Bordereau de livraison	-	Conseil municipal	MATD, MEF, MASA, MEDD, MRAH, MJ Projets et Programmes

Résultats attendus	Activités prioritaires (et tâches)	Indicateur de résultat	Source de vérification	Hypothèses	Structure responsable	Structures partenaires
5.1.2 8 775 Commissions de Conciliation Foncières Villageoises sont opérationnalisées	5.1.2.1 Former les Commissions de Conciliation Foncière Villageoises sur (les textes fonciers, rôles et attributions, procédure de conciliation, chartes foncières, rédaction des actes de conciliation etc.) - <i>Elaborer les termes de références ;</i> - <i>actualiser et imprimer les modules de formation</i> - <i>Organiser la formation initiale ;</i> - <i>Organiser une formation de recyclages (secrétaires des CCFV)</i>	- % de CCFV formées - % de participants (H/F) formés	Rapport d'activités de la structure responsable		Commune	MATD, MEF, MASA, MEDD, MRAH, MJ Projets et Programmes
	5.1.2.2 Doter les Commissions de conciliation Foncières Villageoises d'un kit minimum (cantines, registres, imprimés, tables, chaises, stylos, cahiers chemises, sacs) - <i>Elaborer les DAO</i> - <i>Sélectionner les fournisseurs</i> - <i>Réceptionner les équipements</i> - <i>Mettre à la disposition des CCFV</i>	% de CCFV équipées	- PV de réception - Bordereau de livraison		Commune	MATD, MEF, MASA, MEDD, MRAH, MJ Projets et Programmes
5.1.3 Les Services Fonciers Ruraux sont opérationnels	5.1.3.1 Former les agents des SFR sur les textes fonciers, l'utilisation du GPS, matériel informatique, logiciel, guides et registres - <i>Elaborer des termes de références ;</i> - <i>actualiser et imprimer les modules de formation</i> - <i>Organiser la formation initiale ;</i> - <i>Organiser une formation de recyclages</i>	- Nombre d'agents formés - Nombre d'agents recyclés	Rapport de formation		Commune	
	5.1.3.2 Equiper les SFR en kits ⁴ Elaborer les DAO - <i>Sélectionner les fournisseurs</i>	Nombre SFR équipés en kit	PV de réception Bordereau de livraison		Commune	

⁴ Cf. kit formalisé (2 motos, 2 ordinateurs, 2 GPS, 2 registres fonciers etc.)

Résultats attendus	Activités prioritaires (et tâches)	Indicateur de résultat	Source de vérification	Hypothèses	Structure responsable	Structures partenaires
	- Réceptionner le matériel					
Objectif opérationnel 5.2 : Améliorer les capacités opérationnelles des services techniques						
5.2.1 Les services techniques décentralisés accompagnent les structures locales de gestion foncière	5.2.1.1 Former des formateurs sur les textes fonciers. - <i>Elaborer des termes de références ;</i> - <i>Revue et impressions des modules de formation</i> - <i>Organiser la formation</i>	Nombre de personnes formées	Rapport de formation		Commune	MEF, MASA, MIDT, MATD, Projet
	5.2.1.2 Former les services techniques décentralisés sur les textes fonciers et le processus de sécurisation foncière. - <i>Elaborer des termes de références ;</i> - <i>Revue et impressions des modules de formation</i> - <i>Organiser la formation.</i>	Nombre d'agents formés	Rapport de formation		MASA	MEF, MASA, MIDT, MATD, Projet
	5.2.1.3 Informer la tutelle rapprochée sur l'exercice de leurs compétences en matière foncière (Gouverneurs, Hauts Commissaires, Préfets, SGR et SGP) - <i>Elaborer des termes de références ;</i> - <i>Revue et impressions des modules de formation</i> - <i>Organiser la formation.</i>	Nombre de personnes formées	Rapport de formation		Commune	MEF, MASA, MIDT, MATD, Projet
	5.2.1.4 Former les acteurs judiciaires sur la gestion des conflits fonciers - <i>Elaborer des termes de références ;</i> - <i>Revue et impressions des modules de formation</i> - <i>Organiser la formation.</i>	Nombre de personnes formées	Rapport de formation		Commune	MEF, MASA, MIDT, MATD, Projet
	5.2.1.5 Former les membres des tribunaux départementaux sur l'état civil, la gestion des conflits fonciers et la rédaction des jugements - <i>Elaborer des termes de références ;</i> - <i>Revue et impressions des modules de formation</i>	Nombre de personnes formées	Rapport de formation		Commune	MEF, MASA, MIDT, MATD, Projet

Résultats attendus	Activités prioritaires (et tâches)	Indicateur de résultat	Source de vérification	Hypothèses	Structure responsable	Structures partenaires
	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser la formation. 					
	5.2.1.6 Former les receveurs des domaines et de la publicité foncière, les agents du cadastre <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer des termes de références ; - Revue et impressions des modules de formation - Organiser la formation - Organiser des sessions de recyclage 	Nombre de personnes formées	Rapport de formation		Commune	MEF, MASA, MIDT, MATD, Projet
	5.2.1.7 Equiper les services techniques déconcentrés (DGI, TGI), des moyens matériels (ordinateurs, véhicules, GPS, Moyens de rangement, archivage) nécessaires. <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer les DAO - Sélectionner les fournisseurs - Réceptionner les équipements - Mettre à la disposition des structures 	Nombre de services techniques équipés	PV de réception Bordereau de livraison		DGI MEF DGAJJ MJ	
Objectif opérationnel 5.3 : Améliorer les capacités opérationnelles des collectivités territoriales et des instances de concertation						
5.3.1 Les capacités opérationnelles des collectivités territoriales sont améliorées	5.3.1.1 Former les élus locaux et les SG sur les textes fonciers et leurs rôles <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer des termes de références ; - Actualiser et imprimer les modules de formation - Organiser la formation. 	Nb de personnes formées	Rapport de formation		DGFOMR/MAS A	MATD, MEF, MRAH Projets et programmes
AXE 6 : Aménagement du territoire						
Objectif opérationnel 6.1 : Opérationnaliser les structures et instruments d'aménagement et de développement durable du territoire						
6.1.1 Les organes et structures d'aménagement et de développement durable du territoire sont mises en place	6.1.1.1 Prendre des arrêtés pour la mise en place du CONADDT, la CNADDT, la CRADDT, la CPADDT et la CCADDT	Le CONADDT, la CNADDT, la CRADDT, la CPADDT et la CCADDT mis en place	<ul style="list-style-type: none"> - Les textes nommant les membres du CONADDT, CNADDT, CRADDT, CCADDT et CPADDT - Procès-verbal 		DGAT-DL/ MATD	<ul style="list-style-type: none"> - Ministères - Service déconcentrés - Collectivités territoriales - Chambres consulaires - OSC - Bureaux d'études et autres professionnels de l'aménagement

Résultats attendus	Activités prioritaires (et tâches)	Indicateur de résultat	Source de vérification	Hypothèses	Structure responsable	Structures partenaires
6.1.2 Les capacités des membres de la CNADDT, du CONADDT et des CRADDT sont renforcées	6.1.2.1 Organiser deux sessions de formation/information des membres de la CNADDT et du CONADDT sur les textes fonciers et d'aménagement du territoire, leurs attributions et leurs rôles	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de membres formés - Pourcentage des participants formés (H/F) 	<ul style="list-style-type: none"> - de mise en place - Rapports - Rapports de formation - Rapports d'activités 		DGAT-DL/MATD	<ul style="list-style-type: none"> - Etat et ses démembrements - OSC - Secteur privé - PTF
	6.1.2.2 Organiser des sessions de formation des membres des commissions régionales	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de membres formés - Pourcentage des participants formés (H/F) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de formation - Rapports d'activités 		DGAT-DL/MATD	<ul style="list-style-type: none"> - Etat et ses démembrements - OSC - Secteur privé - PTF
AXE 7 : Appui à la formalisation des droits fonciers ruraux de l'ensemble des acteurs Objectif opérationnel 7.1 : Promouvoir la délivrance des titres sur le foncier en milieu rural						
7.1.1 La délivrance des APFR est effective dans les communes	7.1.1.1 Editer le manuel de procédure de délivrance des APFR	<ul style="list-style-type: none"> - Le manuel de procédure de délivrance des APFR est disponible 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de PV de constatation de possession foncière dressés et de notification ; - Rapports de formation 		DGD/MATD	Communes, RDPF/MEF
	7.1.1.2 Editer le guide de calcul des coûts de délivrance des APFR	Nombre de guide de calcul des coûts de délivrance des APFR	Bon de commande et de bordereaux de livraison		Conseil municipal	Les services techniques déconcentrés concernés, les CFV, CCFV, CRA, CVD, Radios communautaires
	8.1.1.3 Publier la structure des coûts de délivrance des APFR dans les communes	Nombre de femmes et personnes vulnérables ayant bénéficié	<ul style="list-style-type: none"> - Tableaux d'affichage, - PV de réunion d'information ; - Emissions 		Conseil Municipal	PM, MPFG MATD, MASA, MEF, MDHPC

Résultats attendus	Activités prioritaires (et tâches)	Indicateur de résultat	Source de vérification	Hypothèses	Structure responsable	Structures partenaires
		d'accompagnement	radiophoniques, etc.			
	7.1.1.4 appuyé financièrement des femmes et des personnes vulnérables dans l'accès à la terre et l'obtention des APFR, dans les communes	Nombre de femmes et de personnes vulnérables appuyés	Nombre d'APFR délivrées aux femmes		DGD/MATD	MASA, MEF Communes
	7.1.1.5 Mettre à la disposition des communes des exemplaires de registres et imprimés	Nombre d'exemplaires, de registres et imprimés remis aux communes	Bon de commande et bordereaux de livraison			
	7.1.1.6 organisé deux opérations pilotes de constatation de possession foncière	- Nombre de parcelles couvertes par l'enquête - Nombre d'APFR délivrées	- Rapport d'enquête - Le registre des possessions foncières		DGI/MEF	-
7.1.2 La délivrance des titres et actes sur le foncier est facilitée par une structure de coûts adaptés	7.1.2.1 Former les CTR à l'appréciation des délibérations relatives aux coûts locaux	Existence d'une délibération sur les coûts adaptés aux réalités locales	Delibérations		Gouvernement/Commission Technique Régionale	Projets et programmes
Objectif opérationnel 7.2 : immatriculer les terres du domaine de l'Etat et des collectivités territoriales						
7.2.1 Les espaces spécifiques déjà aménagés par l'Etat et les collectivités territoriales sont immatriculés	7.2.1.1 Immatriculer 4 000 hectares de périmètres hydro-agricoles aménagés par l'Etat	- Superficies des périmètres aménagés immatriculés - Nombre de périmètres aménagés immatriculés	- Textes réglementaires - Livre foncier - Plan de bornage - PV de bornage - Rapports d'activités		DGI/MEF	MATD, MASA, MATS, MEDD, MJ, MRAH, MEAHA, MME, MPDH, MPFG, MHU, MIDT, OSC/ONG, CRA, CPF, CT
	7.2.1.2 Immatriculer 6 000 hectares de stations d'élevage	- Superficies des terres des	- Textes réglementaires		DGI/MEF	MATD, MASA, MATS, MEDD, MJ, MRAH,

Résultats attendus	Activités prioritaires (et tâches)	Indicateur de résultat	Source de vérification	Hypothèses	Structure responsable	Structures partenaires
		stations d'élevage aménagées immatriculées - Nombre de périmètres aménagés immatriculés	- Livre foncier de bornage - PV de bornage - Rapports d'activités			MEAHA, MME, MPDH, MPFG, MIDT, OSC/ONG, CRA, CPF, CT
	7.2.1.3 Immatriculer 10 000 hectares de terres des aires fauniques et forestières (forêts classées, aires fauniques)	- Superficies des terres des espaces de préservation de l'environnement aménagées - Nombre des espaces de préservation de l'environnement aménagés	- Textes réglementaires - Livre foncier - Plan de bornage - PV de bornage - Rapports d'activités		DGI/MEF	MATD, MASA, MATS, MEDD, MJ, MRAH, MEAHA, MME, MPDH, MPFG, MIDT, OSC/ONG, CRA, CPF, CT
AXE 8: Renforcement de la gestion participative du foncier et des autres ressources naturelles au niveau local						
Objectif opérationnel 8.1 : Promouvoir la gestion participative de l'utilisation des terres (GPUT)						
8.1.1 Des chartes foncières locales sont élaborées dans les communes	8.1.1.1 Elaborer et mettre en œuvre un plan d'appui à l'élaboration des chartes foncières locales - <i>Elaborer des TDR</i> - <i>Elaborer le plan</i> - <i>Organiser un atelier de restitution</i> - <i>Mettre en œuvre le plan</i>	- Le plan d'appui disponible	Plan d'appui		DGFOMR/ MASA	
	8.1.1.2 Actualiser et vulgariser le guide méthodologie d'élaboration des chartes foncières locales - <i>Elaborer des TDR</i> - <i>Relire le guide</i> - <i>Organiser un atelier de restitution</i> - <i>Editer et vulgariser le guide</i>	- guide méthodologique actualisé - Nombre d'exemplaires du guide vulgarisé	- Guide actualisé - Rapport de vulgarisation		DGFOMR/ MASA	
	8.1.1.3 Organiser 200 séances de	- Nombre de	- Rapports	Adhésion de	Commune	

Résultats attendus	Activités prioritaires (et tâches)	Indicateur de résultat	Source de vérification	Hypothèses	Structure responsable	Structures partenaires
9.1.1 le dispositif de gestion et de suivi évaluation est mis en place	sensibilisation sur les chartes foncières locales dans les communes - <i>Elaborer des TDR</i> - <i>Elaborer des supports de communication</i> - <i>Organiser les séances dans les communes</i>	séances organisées - Nombre de villages touchés - Nombre de participants (H/F)	d'activités	la population		
	8.1.1.4 Elaborer 200 ⁵ chartes foncières locales - <i>Mettre en place une commission ad hoc</i> - <i>élaborer les TDR</i> - <i>Déterminer les structures d'appui</i> - <i>Réaliser le profil environnemental et social</i> - <i>rédiger la charte foncière locale</i> - <i>Faire les PGES Restitution et adoption des CFL</i>	Nombre de chartes foncières locales élaborées	PV d'adoption	- engagement des élus locaux, et autorités coutumières - adhésion des populations	Commune (CVD/CFV)	STD (MATD, MEF, MASA, MATS, MEDD, MJ, MRAH, MEAHA, MME, MPDH, MPFG), OSC/ONG, CRA, CPF, OSC locales
Axe 9 : Suivi-évaluation des performances du plan d'action						
Objectif opérationnel 9.1 : Assurer le suivi-évaluation du plan d'action						
9.1.1 le dispositif de gestion et de suivi évaluation est mis en place	9.1.1.1 Organiser des rencontres périodiques d'évaluation des performances	nombre de rencontres périodiques	Rapport d'activités		DGFOMR/MASA	MATD, MATS, MEF, MEDD, MJ, MRAH, MEAHA, MME, MPDH, MPFG, MIDT, OSC/ONG, CRA, CPF, CT
	9.1.1.2 Renforcer les capacités opérationnelles du service de suivi évaluation de la DGFOMR	nombre	Rapport d'activités		DGFOMR/MASA	MATD, MATS, MEF, MEDD, MJ, MRAH, MEAHA, MME, MPDH, MPFG, MIDT, OSC/ONG, CRA, CPF, CT
	9.1.1.3 Capitaliser les pratiques foncières	Nombre de bonnes pratiques	Rapport de capitalisation		DGFOMR/MASA	MATD, MATS, MEF, MEDD, MJ, MRAH, MEAHA, MME,

⁵ 150 communes du PNGT + les autres projets (PACOF/

Résultats attendus	Activités prioritaires (et tâches)	Indicateur de résultat	Source de vérification	Hypothèses	Structure responsable	Structures partenaires
						MPDH, MPFG, MIDT, OSC/ONG, CRA, CPF, CT
objectif opérationnel 9.2: consolider les acquis du projet Sécurisation foncière dans les 47 communes						
9.2.1 la gestion foncière au niveau local est assurée	9.2.1.1 organiser des missions semestrielles de suivi du fonctionnement des structures de gestion foncière locale mises en place, par les services techniques provinciaux, dans 47 communes	Nombre de mission	Rapport de mission de suivi		DPI	DPASA, DPRAH, DPEDD

b. Programmation des activités

Résultats attendus	Axes et Activités	Qté totale	CU	Montant total	Année de réalisation									
					2015		2016		2017		2018		2019	
					Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant
AXE 1: Amélioration du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance foncière														
Objectif opérationnel 1.1 : disposer d'un cadre juridique complet														
1.1.1 Les textes d'application complémentaires sont disponibles	1.1.1.1 Opérationnaliser la commission interministérielle de contrôle et de l'évaluation des opérations foncières et domaniales	1	10 000 000	10 000 000	1	10 000 000								
	1.1.1.2 Elaborer et faire adopter les textes de l'Agence Nationale des Terres Rurales (ANTR) ;	1	30 000 000	30 000 000	1	30 000 000								
	1.1.1.3 Elaborer et faire adopter les textes du Fonds national de sécurisation foncière en milieu rural (FNSFMR)	1	30 000 000	30 000 000	1/2	15 000 000	1/2	15 000 000						
	1.1.1.4 Elaborer et faire adopter les textes relatifs au statut des agents des services fonciers communaux (SFR/BD)	1	10 000 000	10 000 000	1	10 000 000								

Résultats attendus	Axes et Activités	Qté totale	CU	Montant total	Année de réalisation							
					2015		2016		2017		2018	
					Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant
1.1.2 Les textes législatifs et réglementaires relatifs au foncier rural sont relus et adoptés	1.1.1.5 Elaborer et faire adopter une loi sur le règlement des conflits fonciers pour permettre aux juridictions de trancher sans les PV de non conciliation pour une période transitoire de deux (02) ans	1	15 000 000	15 000 000	1	15 000 000						
	1.1.1.6 Elaborer un recueil des textes relatifs au foncier et la gestion des ressources naturelles pour les acteurs judiciaires	1	11 460 000	11 460 000	1	11 460 000						
	1.1.2.1 Relire la loi portant organisation judiciaire pour prendre en compte la conciliation	1	24 000 000	24 000 000	1	24 000 000						
	1.1.2.2 Relire le code de procédure civile pour prendre en compte la saisine du TGI par simple requête en matière de règlement des conflits fonciers ruraux	1	24 000 000	24 000 000	1	24 000 000						
	1.1.2.3 Relire l'organigramme type des communes pour intégrer la gestion foncière	1	6 000 000	6 000 000	1	6 000 000						
SOUS TOTAL AXE 1		-		160 460 000		145 460 000		15 000 000		-		-

Résultats attendus	Axes et Activités	Qté totale	CU	Montant total	Année de réalisation											
					2015		2016		2017		2018		2019			
					Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant		
AXE 2: Poursuite de la communication et la sensibilisation sur les textes du foncier rural																
Objectif opérationnel 2.1: sensibiliser les acteurs locaux sur les enjeux liés à l'application des textes sur le foncier rural																
2.1.1 Les publics cibles sont sensibilisés aux enjeux de l'application de la loi et adhèrent au processus	2.1.1.1 Actualiser le plan de communication (élaboré dans le cadre du MCA/BF)	1	10 000 000	10 000 000	1	10 000 000										
	2.1.1.2 Organiser 304 tribunes d'expression villageoises	304	500 000	152 000 000	204	102 000 000	100	50 000 000								
	2.1.1.3 Organiser 304 théâtres forums sur les textes du foncier rural	304	700 000	212 800 000	204	142 800 000	100	70 000 000								
	2.1.1.4 Diffuser 210 émissions radio sur les textes fonciers ruraux et les décisions de justice relatives au foncier	210	40 000	8 400 000	100	4 000 000	50	2 000 000	50	2 000 000	10	400 000				
	2.1.1.5 Organiser un atelier de formation en plaidoyer pour la prise en compte du genre dans la gouvernance foncière au profit de 13 équipes régionales	2	10 000 000	20 000 000	1	10 000 000						1	10 000 000			
	2.1.1.6 Organiser 304 rencontres de plaidoyers en direction des leaders locaux d'opinion pour la prise en compte du genre dans la gouvernance	304	1 000 000	304 000 000	-	-	104	104 000 000	150	150 000 000	50	50 000 000				

Résultats attendus	Axes et Activités	Qté totale	CU	Montant total	Année de réalisation									
					2015		2016		2017		2018		2019	
					Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant
Opérationnel 3.2 : Prendre des mesures d'accompagnement au profit des femmes demandeuses d'APFR														
3.2.1 Les femmes sont motivées pour la demande d'APFR	3.2.1.1 Organiser une rencontre de plaidoyer auprès de l'AMBF pour la délivrance d'actes d'états civils au profit des femmes demandeuses d'APFR	1	100 000	100 000	1	100 000								
	3.2.1.2 Mener un plaidoyer auprès du FARF, du FBDES et des autres institutions financières pour le financement de projets à partir d'APFR	25	100 000	2 500 000	5	500 000	5	500 000	5	500 000	5	500 000		
	SOUS TOTAL AXE 3	.	-		594 100 000		275 600 000		190 500 000		107 000 000		500 000	
AXE 4 : Poursuite de la mise en place des structures et instances de gestion foncière														
Objectif opérationnel 4.1 : Disposer d'institutions fonctionnelles de mise en œuvre de la loi														
4.1.1 Les structures locales de gestion foncière sont mises en place	4.1.1.1 Mettre à la disposition des communes un plan de recrutement des agents SFR/BD	1	15 000 000	15 000 000	1	15 000 000								
	4.1.1.2 Organiser le processus de recrutement des agents SFR/BD	304	263 158	80 000 032	304	80 000 032								

Résultats attendus	Axes et Activités	Qté totale	CU	Montant total	Année de réalisation					
					2015		2016		2017	
					Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant
	4.1.1.3 Organiser des ateliers communaux d'information et de formation sur la mise en place des structures locales de gestion foncière (SFR/BD, CFV, CCFV)	304	960 000	291 840 000	304	291 840 000				
	4.1.1.4 Mettre en place les CFV et CCFV dans les villages	7 577	10 000	75 770 000	7 577	75 770 000				
SOUS TOTAL AXE 4		-		462 610 032		462 610 032				

AXE 5 : Renforcement des capacités des acteurs et institutions de la gestion foncière

Objectif opérationnel 5.1 : Opérationnaliser les structures locales de gestion foncière

5.1.1 8 775 Commissions Foncières Villageoises sont opérationnalisées	5.1.1.1 Former les Commissions Foncières Villageoises sur (les textes fonciers, procédure de gestion foncière, leurs rôles et attributions fonciers, rédaction et remplissage des PV, registres).	8 775	136 000	1 193 400 000	3 000	408 000 000	2 775	408 000 000	377 400 000		
	5.1.1.2 Doter les Commissions Foncières Villageoises d'un kit minimum (cantine, registres, imprimés, bics, cahiers chemises, sacs)	8 775	50 000	438 750 000	3 000	150 000 000	2 775	150 000 000	138 750 000		

Résultats attendus	Axes et Activités	Qté totale	CU	Montant total	Année de réalisation							
					2015		2016		2017		2018	
					Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant
5.1.2 8 775 Commissions de Conciliation Foncières Villageoises sont opérationnalisées	5.1.2.1 Former les Commissions de Conciliation Foncière Villageoises sur (les textes fonciers, rôles et attributions, procédure de conciliation, chartes foncières, rédaction des actes de conciliation etc.)	8 775	136 000	1 193 400 000	3 000	408 000 000	3 000	408 000 000	2 775	377 400 000		
	5.1.2.2 Doter les Commissions de conciliation Foncières Villageoises d'un kit minimum (cantines, registres, imprimés, bics, cahiers chemises, sacs)	8 775	50 000	438 750 000	3 000	150 000 000	3 000	150 000 000	2 775	138 750 000		
5.1.3 Les Services Fonciers Ruraux sont opérationnels	5.1.3.1 Former les agents des SFR sur les textes fonciers, l'utilisation du GPS, matériel informatique, logiciel, guides et registres, contrôle de qualité et archivage	351	327 385	114 912 135	150	49 107 750	150	49 107 750	51	16 696 635		
	5.1.3.2 Equiper les SFR en kits	351	11 000 000	3 861 000 000	150	1 650 000 000	150	1 650 000 000	51	561 000 000		
Objectif opérationnel 5.2 : Améliorer les capacités opérationnelles des services techniques												
5.2.1 Les services techniques déconcentrés	5.2.1.1 Former des formateurs sur les textes fonciers.	13	7 200 000	93 600 000	13	93 600 000	-	-	-	-		

Résultats attendus	Axes et Activités	Qté totale	CU	Montant total	Année de réalisation									
					2015		2016		2017		2018		2019	
					Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant
accompagner les structures locales de gestion foncière	5.2.1.2 Former les services techniques déconcentrés sur les textes fonciers et le processus de sécurisation foncière	45	3 000 000	135 000 000	10	30 000 000	20	60 000 000	15	45 000 000				
	5.2.1.3 Informer la tutelle rapprochée sur l'exercice de leurs compétences en matière foncière (Gouverneurs, Hauts Commissaires, Préfets, SGR et SGP)	13	2 875 000	37 375 000	13	37 375 000		-		-				
	5.2.1.4 Former les acteurs judiciaires sur la gestion des conflits fonciers	14	19 200 000	268 800 000	14	268 800 000		-		-				
	5.2.1.5 Former les membres des tribunaux départementaux sur l'état civil, la gestion des conflits fonciers et la rédaction des jugements	4	7 862 500	31 450 000	4	31 450 000		-		-				
	5.2.1.6 10 Former les receveurs des domaines et de la publicité foncière, et les agents du cadastre	8	7 200 000	57 600 000	4	28 800 000		-	4	28 800 000				
	5.2.1.7 Equiper les services techniques déconcentrés (DGI, TGI), de moyens matériels (ordinateurs,	90	10 000 000	900 000 000	69	690 000 000	21	210 000 000		-				

Résultats attendus	Axes et Activités	Qté totale	CU	Montant total	Année de réalisation							
					2015		2016		2017		2018	
					Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant
	GPS, Moyens de rangement, archivage) nécessaires.											
Objectif opérationnel 5.3 : Améliorer les capacités opérationnelles des collectivités territoriales et des instances de concertation												
5.3.1 Les capacités opérationnelles des collectivités territoriales sont améliorées	5.3.1.1 Former les élus locaux et les SG sur les textes fonciers, sur leurs rôles et sur la détermination des coûts locaux	351	2 104 000	738 504 000	201	422 904 000	150	315 600 000				
SOUS TOTAL AXE 5		-		9 502 541 135		4 418 036 750		3 400 707 750		1 583 796 535		-

AXE 5 : Aménagement du territoire

Objectif opérationnel 1 : Opérationnaliser les organes et structures d'aménagement et de développement durable du territoire												
6.1.1 Les organes et structures d'aménagement et de développement durable du territoire sont mis en place	Prendre des arrêtés pour la mise en place du CONADDT, la CNADDT, la CRADDT, la CPADDT et la CCADDT	411										
6.1.2 Les capacités des membres de la CNADDT, du CONADDT et des CRADDT sont renforcées	Organiser deux sessions de formation/information des membres de la CNADDT et du CONADDT sur les textes fonciers et d'aménagement du territoire.	5	10 000 000	50 000 000	2	20 000 000	1	10 000 000	1	10 000 000	1	10 000 000

Résultats attendus	Axes et Activités	Qté totale	CU	Montant total	Année de réalisation					
					2016		2017		2018	
					Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant
	attributions et leurs rôles									
	Organiser des sessions de formation des membres commissions régionales	21	12 830 000	269 430 000	7	89 810 000	6	76 980 000	3	38 490 000
SOUS TOTAL AXE 6	-	-		319 430 000		109 810 000		86 980 000		38 490 000
Axe 7 : Appui à la formalisation des droits fonciers ruraux de l'ensemble des acteurs										
Objectif opérationnel 1 : Promouvoir la délivrance des titres sur le foncier en milieu rural										
7.1.1 La délivrance des APFR est effective dans les communes	7.1.1.1 Editer le manuel de procédure de délivrance des APFR	11 000	2 500	27 500 000	3 000	7 500 000	2 000	5 000 000	2 000	5 000 000
	7.1.1.2 Editer le guide de calcul des coûts de délivrance des APFR	10 000	2 500	25 000 000	2 000	5 000 000	2 000	5 000 000	2 000	5 000 000
	7.1.1.3 Publier la structure des coûts de délivrance des APFR dans les communes	304	100 000	30 400 000	304	30 400 000				

Résultats attendus	Axes et Activités	Qté totale	CU	Montant total	Année de réalisation							
					2015		2016		2017		2018	
					Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant
7.1.2 La délivrance des titres et actes sur le foncier est facilitée par une structure de coûts adaptés	8.1.1.4 appuyer financièrement des femmes et des personnes vulnérables dans l'accès à la terre et l'obtention des APFR, dans les communes	354	500 000	177 000 000	150	75 000 000	100	50 000 000	50	25 000 000	54	27 000 000
	7.1.1.5 Mettre à la disposition des communes des exemplaires de registres et imprimés	304	66 000	20 064 000	304	20 064 000						
	7.1.1.6 organiser deux opérations pilotes de constatation de possession foncière	1	PM		1							
	7.1.2.1 Former les CTR à l'appréciation des délibérations relatives aux coûts locaux	39	2 000 000	78 000 000	13	26 000 000	10	20 000 000	7	14 000 000	5	10 000 000
Objectif opérationnel 2 : Immatriculer des terres rurales aménagées de l'Etat												
7.2.1 Les espaces spécifiques déjà aménagés par l'Etat et les collectivités territoriales sont immatriculés	7.2.1.1 Immatriculer 10 000 hectares de périmètres hydro-agricoles aménagés par l'Etat	10 000	100 000	1 000 000 000	4 000	400 000 000	3 000	300 000 000	1 000	100 000 000	1 000	100 000 000
	7.2.1.2 Immatriculer 15 000 hectares de stations d'élevage	15 000	100 000	1 500 000 000	6 000	600 000 000	3 000	300 000 000	3 000	300 000 000	2 000	200 000 000

Résultats attendus	Axes et Activités	Qté totale	CU	Montant total	Année de réalisation									
					2015		2016		2017		2018		2019	
					Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant
	7.2.1.3 Immatriculer 25 000 hectares de terres des aires fauniques et forestières (forêts classées, aires fauniques)	25 000	100 000	2 500 000 000	10 000	1 000 000 000	6 000	600 000 000	4 000	400 000 000	3 000	300 000 000	2 000	200 000 000
SOUS TOTAL AXE 7	-	-		5 357 964 000		2 163 964 000		1 280 000 000		849 000 000		647 000 000		418 000 000
AXE 8: Renforcement de la gestion participative du foncier et des autres ressources naturelles au niveau local														
Objectif opérationnel 8.1 : Entreprendre l'élaboration des Chartes Foncières Locales														
8.1.1Des chartes foncières locales sont élaborées dans les communes	8.1.1.1 Elaborer et mettre en œuvre un plan d'appui à l'élaboration des chartes foncières locales	1	10 000 000	10 000 000	1	10 000 000								
	8.1.1.2 Actualiser et vulgariser le guide méthodologie d'élaboration des chartes foncières locales	1	5 000 000	5 000 000	1	5 000 000								
	8.1.1.3 Organiser 351 séances de sensibilisation sur les chartes foncières locales dans les communes	351	500 000	175 500 000	100	50 000 000	80	40 000 000	60	30 000 000	51	25 500 000		
	8.1.1.4 Elaborer 351 chartes foncières locales	351	2 000 000	702 000 000	100	200 000 000	80	160 000 000	60	120 000 000	51	102 000 000		

Résultats attendus	Axe et Activités	Qté totale	CU	Montant total	Année de réalisation											
					2015			2016			2017			2018		
					Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant	Qté	Montant
SOUS TOTAL AXE8	-	-		892 500 000		265 000 000		200 000 000		150 000 000		150 000 000		150 000 000		127 500 000
Axe 9 : Suivi-évaluation des performances du plan d'action																
Objectif opérationnel 9.1 : Assurer le suivi-évaluation du plan d'action																
9.1.1. Le dispositif de gestion et de suivi évaluation est mis en place	9.1.1.1 organiser des rencontres périodiques d'évaluation des performances (30 personnes)	10	600 000	6 000 000	2	1 200 000	2	1 200 000	2	1 200 000	2	1 200 000	2	1 200 000	2	1 200 000
	9.1.1.2 renforcer les capacités opérationnelles du service de suivi évaluation de la DGFORMR (2 sessions de formation pour 30 personnes de différents ministères)	3	10 000 000	30 000 000	1	10 000 000			1	10 000 000			1	10 000 000		10 000 000
	9.1.1.3 capitaliser les pratiques foncières	5	1 000 000	5 000 000		-	2	2 000 000	3	3 000 000						-
objectif opérationnel 9.2: consolider les acquis du projet Sécurisation foncière dans les 47 communes																
9.2.1 la gestion foncière au niveau local est assurée	9.2.1.1 organiser des missions semestrielles de suivi du fonctionnement des structures de gestion foncière locale mises en place, par les services techniques provinciaux, dans les 47 communes	282	100 000	28 200 000	94	9 400 000	94	9 400 000							94	9 400 000

Résultats attendus	Axes et Activités	Qté totale	CU	Montant total	Année de réalisation											
					2016			2017			2018			2019		
					Qté	Montant	Qté	Qté	Montant	Qté	Qté	Montant	Qté	Qté	Montant	Qté
<u>SOUS TOTAL AXE 9</u>		-		69 200 000		20 800 000			12 600 000			14 200 000			1 200 000	20 600 000
<u>TOTAL GENERAL</u>				18 316 005 167		8 129 889 782			5 511 787 750			3 104 486 535			967 590 000	602 260 000

V. LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE

La mise en œuvre de la feuille de route et l'atteinte de ses objectifs nécessitent l'adoption, l'achèvement et le renforcement des mesures par les institutions ci-après citées :

Le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (MASA)

Six (06) mesures ont été identifiées :

- Mettre en place et rendre fonctionnelle l'Agence Nationale des Terres Rurales (ANTR) pour assurer l'immatriculation des terres rurales de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- Opérationnaliser le Conseil National de Sécurisation Foncière en milieu rural pour faciliter la coordination et l'harmonisation des interventions des multiples acteurs ;
- Prévoir dans sa dotation budgétaire une subvention annuelle pour soutenir le fonctionnement de l'Observatoire National du Foncier (ONF) en vue de garantir sa pérennité ;
- Renforcer les capacités de la direction générale du foncier, de la formation et de l'organisation du monde rural pour une meilleure coordination des actions ;
- Renforcer les capacités des démembrements du MASA sur le terrain afin de créer une synergie avec les autres structures déconcentrées de l'Etat ;
- Accompagner les organisations de producteurs pour l'élaboration des cahiers de charges spécifiques pour la gestion des périmètres aménagés.

Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

Au titre du MEF, cinq (5) mesures sont retenues :

- prendre des mesures pour permettre un meilleur exercice des trois (03) missions essentielles de la Direction Générale des Impôts (la mission fiscale, la mission domaniale et la mission cadastrale) ;
- Compléter la déconcentration des services du cadastre par l'ouverture des services régionaux du Centre-sud (Manga), du Sud-ouest (Gaoua) et du Sahel (Dori) ;

- Renforcer la déconcentration de la Direction Générale des Impôts par l'augmentation du nombre des antennes fiscales dans certaines communes ;
- Renforcer les ressources humaines, logistiques, techniques et matérielles des directions régionales, provinciales et des antennes fiscales des impôts ;
- Diligenter la mise en place du Système d'Information Foncière (SIF) pour accroître la bonne gouvernance foncière, réduire les conflits fonciers et améliorer la collaboration entre les acteurs de la chaîne foncière ;
- Opérationnaliser le Fonds National de Sécurisation Foncière.

Le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité (MATS)

La principale mesure incombant à ce ministère consiste à relire la loi n°030-99/ADP du 15 décembre 1999 portant définition des limites des communes urbaines qui étaient exclusivement basées sur les axes routiers.

Cette relecture permettra de définir une méthodologie de délimitation de toutes les communes (rurales et urbaines) du Burkina Faso.

Le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation (MATD)

Il s'agira pour le MATD de prendre les mesures suivantes :

- Accélérer l'approbation du Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SNADDT) ;
- Elaborer et faire adopter les autres instruments d'aménagement et de développement durable du territoire que sont : les schémas régionaux, les schémas provinciaux, les schémas directeurs sectoriels d'aménagement et de développement durable du territoire, le schéma d'organisation fonctionnelle et d'aménagement, la directive territoriale ;
- Informer les présidents des conseils municipaux, par circulaire ou par tout autre moyen approprié, de prendre en charge dans les budgets de leurs communes, l'équipement et les charges de fonctionnement des structures villageoises de gestion foncière ;
- Prendre des mesures pour encourager les communes qui œuvrent en faveur de la bonne gouvernance foncière.

Le Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports (MIDT)

Il s'agit de doter l'Institut Géographique du Burkina (IGB) de moyens financiers afin de lui permettre d'assurer l'entretien et le renforcement des stations GNSS/CORS pour faciliter le géo référencement des portions de terres.

Le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme (MHU)

Deux (2) mesures sont attendues de ce ministère. Il s'agit de :

- Achever la déconcentration des services de l'habitat et de l'urbanisme par l'ouverture des directions régionales du Centre (Ouagadougou) et du Sahel (Dori) ;
- Opérationnaliser toutes les directions régionales de l'habitat et de l'urbanisme en les dotant de ressources humaines, logistiques, techniques et matérielles requises.

VI. STRATEGIE DE LA MISE EN ŒUVRE

La stratégie de la mise en œuvre s'organise à travers les points suivants : les principes de mise en œuvre, les acteurs et le dispositif de suivi-évaluation.

a. Les principes de mise en œuvre

La mise en œuvre de la feuille de route est guidée par les principes suivants :

- le genre : la prise en compte effective du genre passe par la mise en œuvre d'activités spécifiques par l'Etat et les collectivités territoriales au profit des femmes et des groupes vulnérables ;
- la participation : le foncier étant un enjeu politique, social et économique, la mise en œuvre du plan d'action se fera par l'implication de tous les acteurs publics, les couches socioprofessionnelles, les ONG et le secteur privé ;
- la subsidiarité : ce principe est entendu dans la présente feuille de route, comme le partage de responsabilités entre l'Etat et les collectivités territoriales ;
- La collaboration : elle concerne d'une part, les relations entre les différents services techniques et d'autre part, entre les services techniques et les collectivités territoriales.

b. Les acteurs de la mise en œuvre

Les acteurs de la mise en œuvre sont :

- l'Etat à travers ses services centraux, déconcentrés ainsi que les projets et programmes ;
- les collectivités territoriales ;
- la société civile ;
- le secteur privé ;
- les autorités traditionnelles, coutumières et religieuses ;
- les organisations professionnelles rurales ;
- les partenaires techniques et financiers.

c. Le dispositif institutionnel de suivi-évaluation

Le suivi de la mise en œuvre sera fait par le Comité Technique du Conseil National de Sécurisation Foncière dont la Direction Générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural (DGFOMR/MASA) assurera le secrétariat. Chaque ministère responsable exécutera les attributions relevant de ses compétences en collaboration avec les structures partenaires. Il sera désigné aussi au sein de chaque structure d'intervention un point focal. Des outils de suivi-évaluation mis à leur disposition seront régulièrement renseignés par le point focal et transmis à la DGFOMR/MASA qui en fera la synthèse dans un rapport qu'elle soumettra à la session semestrielle du Comité Technique.

Un rapport annuel de mise en œuvre élaboré par le Comité Technique sera soumis au Conseil des Ministres.

Le Comité Technique pour la Sécurisation Foncière en Milieu rural (CT/SFR) regroupe l'ensemble des acteurs du foncier rural (départements ministériels concernés, les collectivités territoriales, la société civile et le secteur privé).

Ainsi, le CT/SFR, outre ses attributions réglementaires, sera chargé de :

- piloter le dispositif de suivi-évaluation ;
- examiner et valider les plans de travail et des budgets annuels ainsi que les rapports d'activités semestriels et annuels présentés par l'équipe de gestion ;
- assurer l'arbitrage et la prise de décisions appropriées pour lever les contraintes liées à la mise en œuvre de la feuille de route ;

La DGFOMR, outre ses attributions réglementaires, sera chargée de :

- assurer le secrétariat technique du suivi-évaluation de la mise en œuvre de la feuille de route ;

- coordonner et suivre la mise en œuvre opérationnelle des activités réalisées par les différentes structures responsables ;
- collecter les données via les points focaux des différents ministères et des agents domaniaux des services communaux.
- traiter les données qui sont consignées dans un rapport ;
- élaborer un rapport semestriel de suivi-évaluation ;
- soumettre le rapport semestriel à l'appréciation du CT/SFR.

CONCLUSION

En somme, il est important de souligner que la feuille de route s'appuie sur les résultats des projets pilotes pour la généralisation sur le territoire national. Elle est une stratégie pour un début d'application des textes relatifs au foncier rural dans toutes les communes du Burkina Faso.

La planification et la programmation des activités des trois (03) premières années sont beaucoup plus précises que celles des deux (02) dernières années. A l'issue des trois (03) années d'exécution de la feuille de route, des réajustements en fonction des résultats obtenus seront opérés pour une meilleure précision des futures activités.

La mise en œuvre de cette feuille de route est nécessaire pour permettre au Burkina Faso, pays à fortes potentialités agricoles, de renforcer la bonne gouvernance foncière, de réduire les conflits fonciers et l'amélioration de la croissance économique.